

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Band: 14 (2007)
Heft: 1: Histoire des partis politiques en Suisse = Geschichte der politischen Parteien der Schweiz

Buchbesprechung: Literatur zum Thema = Comptes rendus thématiques

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Olivier Meuwly
Louis Ruchonnet 1834–1893
 Un homme d'Etat entre
 action et idéal

Bibliothèque Historique Vaudoise no128,
 Lausanne 2006, 477 p., FR. 63.–

Issu d'une thèse de doctorat en lettres soutenue à l'Université de Lausanne en 2005, ce livre affiche une triple ambition: sortir des ornières hagiographiques des biographies antérieures de Louis Ruchonnet, réhabiliter de manière critique la biographie comme genre historiographique à part entière et contribuer ainsi à renouveler l'intérêt pour l'histoire politique, suisse et vaudoise.

Les moyens que se donne l'auteur pour remplir le premier objectif sont essentiellement méthodologiques. Il s'agit avant tout de mobiliser des sources complémentaires aux documents privilégiés par les auteurs des biographies antérieures que l'auteur qualifie d'«incomplètes» et d'«anciennes». (25) Cette tâche s'est révélée ardue: Ruchonnet n'a laissé que peu de correspondances et les «chemins de traverse» (28) qu'il a fallu arpenter se sont montrés peu fertiles. Si le dépouillement systématique de la presse (en particulier de *La Revue*, journal fondé et animé par Ruchonnet) a notamment permis d'avoir accès à ses discours et ses prises de positions parlementaires et politiques, il ne reste que peu de traces de ses activités bancaires, associatives ou ferroviaires. L'auteur a donc dû prendre le risque d'évoquer l'action de Ruchonnet à partir de sources primaires ou de littérature secondaire relatives aux différentes affaires dans lesquelles Ruchonnet était impliqué, en tant qu'homme public ou à titre privé (*Kulturkampf*, af-

fares tessinoises, conflits ferroviaires par exemple). Cela donne un ouvrage articulé de manière chronologique: une partie consacrée aux «années de formation» précède une partie décrivant Ruchonnet comme «chef politique» avant que son mandat de Conseiller fédéral ne soit évoqué dans une dernière partie. Ce choix donne à ce travail l'aspect d'une biographie somme toute traditionnelle qui deviendra sans doute une référence incontournable pour quiconque s'intéresse à la vie du Conseiller fédéral vaudois.

Olivier Meuwly ne s'arrête toutefois pas là. Il affiche d'emblée une autre ambition: restituer toute sa pertinence à ce genre mal-aimé, la biographie, dont la réhabilitation historiographique est en cours, mais encore «sous caution». (21) Il ne s'agit pas selon lui d'écrire une biographie «traditionnelle» à qui l'on peut, à juste titre, reprocher de «masquer l'ensemble d'une réalité derrière la vie des personnes». (21) Mais bien de retracer la vie du «grand Louis» en la situant au carrefour de trois thématiques: «l'histoire des idées, l'histoire politique et l'histoire constitutionnelle, de la Suisse et du canton de Vaud» (23) au risque cette fois de «diluer quelque peu la personne de Ruchonnet dans des événements plus généraux». (29) Sens de l'anticipation ou début d'auto-critique, cette remarque s'applique en effet en particulier aux chapitres consacrés aux affaires tessinoises et dans une moindre mesure au récit des conflits ferroviaires (chapitre 3 et 7 de la troisième partie): entre une restitution très minutieuse et quasi-policrière des intrigues politico-financières d'un Antoine Vessaz, ami proche de Ruchonnet impliqué dans diverses affaires ferroviaires, et une relation très fouillée de

l'histoire tessinoise des années 1870–1880, Ruchonnet semble quelque peu disparaître dans le flot de l'histoire événementielle. A côté de ces chapitres, il en est d'autres (notamment ceux de la première partie) où, à l'inverse, Louis Ruchonnet est omniprésent. Et pour cause: l'auteur y évoque sa jeunesse, ses premiers engagements professionnels, ses débuts politiques, se risque même à lui attribuer une «vision du monde et une pensée politique» (chapitre 2 de la première partie). Cette personnalisation à notre avis excessive parcourt de manière variable l'ensemble du travail et semble contredire les critiques que l'auteur lui-même adresse à la biographie dite «traditionnelle»: on pense par exemple au récit des prises de position de Ruchonnet en tant que Conseiller d'Etat (chapitre 1 de la deuxième partie) qui aboutit par trop à «une simplification des processus décisionnels, à une réduction de l'analyse à la seule figure du dirigeant concerné». (21)

L'auteur a conscience des difficultés de l'entreprise et entend effectivement les dépasser en privilégiant le concept de «réseau» ou en évoquant le «système Ruchonnet» (217 f.) pour éviter une lecture d'un individu omnipotent et libre de toute contrainte. Malheureusement, ces deux notions sont insuffisamment explorées ou mobilisées dans le reste de l'enquête alors qu'elle permettraient sans doute de rendre compte des succès politiques et professionnels de Ruchonnet. Que ce soit dans sa carrière d'avocat reconnu sur la place lausannoise, ou comme chef de file d'un radicalisme vaudois en pleine reconstruction, Ruchonnet n'agit pas seul. Son action est à la fois permise et limitée par l'ensemble des ressources, individuelles mais aussi collectives, qu'il parvient à mobiliser au sein de son «grand bureau» ou autour de *La Revue* pour faire triompher ses points de vue mais aussi placer ses hommes aux bons endroits. A cet égard, il faut rappeler ce fait étonnant et sans doute unique dans

l'histoire du Conseil fédéral: deux des avocats associés de Ruchonnet, Marc Ruchet et Eugène Ruffy, deviendront, comme lui, membres du gouvernement fédéral. Chose étonnante par rapport à laquelle on aurait souhaité voir esquisser quelques pistes explicatives.

On ressort de la lecture de cette biographie avec un sentiment mitigé: toute d'érudition et de générosité, elle est somme toute de facture assez classique et peine à dépasser les limites évoquées en introduction. Le plaidoyer pour une histoire politique que le recours à la biographie autorise et justifie n'est pas vraiment convaincant. Bien qu'affichant des intentions louables visant à articuler la sociologie et l'histoire dans la restitution toujours problématique de la vie d'un individu dans différents contextes (spatiaux et temporels), l'auteur défend *in fine* une vision de l'histoire politique qui n'est pas sans rappeler celle à qui François Simiand reprochait de sacrifier au culte de trois idoles: l'événement, la chronologie et l'individu.

Pierre-Antoine Schorderet (Lausanne)

Julien Wicki
**«On ne monte pas
 sur les barricades pour réclamer
 le frigidaire pour tous»**
 Histoire sociale et politique
 du Parti Socialiste Vaudois
 (1945–1971)

Lausanne, Edition Antipodes, 2007 (à paraître)

Issu d'un mémoire de licence dont le titre évocateur est emprunté à *Domaine public*, l'ouvrage traite un sujet qui n'a guère été étudié, sinon par la bande ou dans de brèves synthèses. Relevons d'emblée les qualités méthodologiques de ce travail bien structuré, dont les hypothèses et les formulations soulèvent cependant quelques remarques et objections.

Par ses bonnes mises en contexte, Jean Wicki témoigne d'une solide culture politique. Il évite ces anachronismes de la pensée qui sont trop souvent le lot des jeunes historiens. On regrettera cependant que, succombant aux modes du jour, il utilise l'adjectif «étasunien» alors que, pendant la période considérée, tout le monde parlait, pour le vanter ou le vouer aux gémonies, de modèle ou d'impérialisme «américain». Pêché véniel... On saura gré à l'auteur de s'être plongé – entreprise ingrate – dans les finances du parti. Corroborant les conclusions des classiques, Roberto Michels et René Duverger, il souligne l'importance du nombre de militants (donc de cotisations) et de mandataires, qui restituent une part de leurs jetons de présence à un parti socialiste ne bénéficiant pas de la manne des entreprises. Il a été sensible aussi au langage politique, notamment dans ses analyses subtiles du discours véhiculé par le journal *Le Peuple / La Sentinelle*. On appréciera ses touches d'humour bienvenues, dans un travail plutôt austère, à propos du style fleuri de *La Nouvelle Revue* expliquant que l'adhésion au radicalisme procède de l'âme, voire de la «race» vaudoises! Wicki fait une place à l'histoire orale et aux témoignages (dont il aurait éventuellement pu tirer davantage de substance); il a bien saisi l'importance du lieu, de l'époque et des circonstances de l'énonciation d'un discours par essence subjectif (dénonciation, autojustification, etc.). Le meilleur de l'ouvrage réside à mes yeux dans les analyses de cas particuliers qui, loin d'être anecdotiques, sont au contraire révélateurs des relations inter-partis et des rapports de force au sein même du PSV: on relèvera par exemple la convaincante présentation de l'élection puis de l'éviction de Charles Sollberger (chap. 3.3.1. et 4.3.4.).

Rares sont les véritables lacunes dans cette étude. A propos des «nouvelles pistes thématiques» du PSV à la fin des années 50 (chap. 4.2.2.), en particulier de la dé-

mocratisation des études, il aurait fallu signaler l'impulsion donnée par le MDE (Mouvement démocratique des étudiants), dont plusieurs membres étaient d'ailleurs socialistes.

Wicki affirme explicitement sa volonté de construire son travail sur une approche sociologique. Ses recherches, menées avec rigueur et soin, montrent cependant leurs limites et aboutissent parfois à des truismes: ainsi à propos du «décalage important entre la composition sociale des membres du PSV et de ses dirigeants». Or la validité de la fameuse théorie des cercles concentriques de Duverger (électeurs, sympathisants, membres, cadres) – avec leurs différences dans le recrutement social – a été démontrée à satiété dans la description des divers partis de gauche. Par ailleurs, la détermination de l'auteur – à qui on ne saurait reprocher en tout cas de succomber à l'impressionnisme subjectiviste ou à la facilité! – de se fonder sur des données chiffrées le conduit à sous-estimer un peu le rôle des individus, par exemple de ces «locomotives» locales dont la présence ou l'absence explique largement le succès, le déclin, voire la disparition d'une section. Cependant la personne de Pierre Graber, suscitant l'adhésion chez les uns, la fronde chez les autres, et son contrôle de l'appareil du parti, sont très bien mis en évidence par J. Wicki.

Même si l'auteur se distance, dans son introduction, de l'école de René Rémond (présentée de façon un peu caricaturale dans une citation), c'est bien à l'histoire des idées qu'il a recours pour expliquer la montée de la contestation anti-Graber – d'ailleurs fort bien décrite – au sein du PSV des années 60. De façon absolument convaincante, J. Wicki a choisi le problème aigu et sensible des rapports avec le POP comme pierre de touche d'une évolution qui s'achève avec le Congrès d'Epalinges de 1971 et sa décision d'accepter l'appareil électoral avec les

«communistes». Cette date corrobore la cohérence de la périodisation avancée par l'auteur.

C'est la thèse fondamentale de l'ouvrage – d'ailleurs contredite ici et là par Wicki lui-même! – qui fait problème. Peut-on vraiment parler d'un parcours qui mènerait le PSV de l'opposition à l'intégration, alors même que dès 1946 Arthur Maret entre dans un Conseil d'Etat totalement dominé par les partis bourgeois, et qu'Epalinges voit la victoire, en tout cas momentanée, du courant «de gauche», moins consensuel, incarné notamment par Pierre Aguet et les actives Jeunesses socialistes? Faut-il de surcroît lier la mort, en 1971, du journal *Le Peuple / La Sentinelle* à cette problématique? Le cas d'autres journaux démontre à l'envi les ambiguïtés fondamentales de la presse partisane (que Wicki relève pertinemment) et ses difficultés économiques.

Les quelques réserves exprimées ci-dessus, loin de constituer une critique globale du mémoire de Julien Wicki, entendent en souligner au contraire l'intérêt. Ne se contentant pas d'une approche descriptive, son travail est riche d'analyses et d'hypothèses qui, si elles n'entraînent pas toutes forcément l'adhésion, invitent en tout cas au débat!

Pierre Jeanneret (Grandvaux VD)

Björn-Erik Lupp
**Von der Klassensolidarität
 zur humanitären Hilfe**
 Die Flüchtlingspolitik
 der politischen Linken
 1930–1950

Chronos, Zürich 2006, 460 p., Fr. 68.–

La publication du «rapport sur les réfugiés» de la «commission Bergier» en 1999 a suscité des émotions très fortes parmi la population suisse. Le meilleur moyen

d'apaiser les esprits, c'est de s'atteler encore et toujours à ces questions pour affiner les analyses, éventuellement les réviser, l'étude de Björn-Erik Lupp est donc la bienvenue. Il a choisi une nouvelle perspective d'analyse de la politique humanitaire de la Suisse en braquant les lumières sur l'action de la gauche, ou plus précisément des gauches, envers les réfugiés pendant la période du national-socialisme. A travers son étude, l'auteur poursuit deux objectifs: d'une part, il veut nous faire découvrir un nouvel aspect de la politique humanitaire de la Suisse pendant le national-socialisme, d'autre part, il désire exposer le développement parcouru par la gauche suisse à cette époque.

Les premiers réfugiés provenant d'Allemagne au printemps 1933 sont en grande partie des militants des partis de gauche, frappés très tôt par des interdictions et des persécutions. Pour pouvoir les accueillir, le parti socialiste suisse (PSS) et l'union syndicale suisse (USS) crée, le 28 mars 1933, la *Schweizerische Flüchtlingshilfe* (SFH), qui est resté avant tout cantonné en Suisse allemande. Les tensions existant entre l'USS et les sections syndicales genevoises ainsi que la présence de Léon Nicole à la tête du parti socialiste genevois ont rendu la collaboration avec la SFH pratiquement impossible.

Le *Secours rouge* (SR), l'œuvre d'entraide attachée au soutien des militants communistes, s'est d'abord occupée des communistes italiens fuyant le fascisme mussolinien, pour ensuite accueillir les communistes allemands. La division de la gauche des années 1930 s'est traduite dans l'accueil séparé des persécutés politiques, elle a aussi rendu impossible le ralliement du SR à l'*Office central suisse d'aide aux réfugiés* (OSAR) fondé en 1936 à cause de l'opposition de la SFH et de Caritas. Ainsi le SR n'a pas réussi à obtenir la reconnaissance des autres en tant qu'œuvre d'entraide exemplaire. Pourtant le SR a

soutenu à certains moments jusqu'à cent réfugiés, réalisation remarquable vu les adversités qui le frappaient. Il s'est distingué politiquement de la social-démocratie par son opposition à la politique officielle. De nombreux réfugiés ont pu demeurer illégalement en Suisse grâce à son aide; il a également appuyé l'activité politique de ses réfugiés.

Très vite, la SFH lutte avec des difficultés financières. Ne touchant aucune subvention, comme toutes les œuvres d'entraide en Suisse, elle fonctionne grâce au soutien des membres du parti et des syndicats. Björn-Erik Lupp nous expose, dans une première partie de son livre, de façon très minutieuse le financement de l'œuvre qui se débat avec un manque chronique de moyens. Pourtant l'effort fourni par la classe ouvrière suisse est immense. En 1933, le PS et l'USS ont réuni 80'000 francs en faveur des réfugiés; jusqu'en 1939, la SFH a dépensé plus d'un demi-million de francs. L'auteur nous permet aussi de pénétrer dans la «cuisine interne» des syndicats et du PS, et nous fait découvrir parfois des syndicats assez xénophobes et très tatillons quant aux dépenses pour les réfugiés. La difficulté de subvenir au soutien des réfugiés, pousse la SFH à s'aligner sur la politique officielle. Cela lui permet en même temps de gagner la confiance des autorités en démontrant que le PS et les syndicats sont en voie d'abandonner la lutte des classes. Si elle soutient le principe des autorités de la réémigration, il n'en est pas de même pour l'interdiction de travail des réfugiés.

On trouve chez Ludwig et Häsler, l'opinion que les syndicats se seraient opposés aux autorisations de travail pour les réfugiés. L'auteur montre que cette affirmation ne se confirme pas quand on procède à une analyse scrupuleuse des documents. Aussi bien les syndicats que le parti ont tenté à maintes reprises d'obtenir

des permis de travail pour leurs protégés malgré l'assurance donnée au Conseil fédéral en 1933 de vouloir protéger les travailleurs suisses d'une main d'œuvre étrangère composée de réfugiés. Cela démontre que la déclaration officielle ne coïncidait pas forcément avec la pratique quotidienne. La même réflexion s'applique au rapport à la légalité de la SFH: si l'organisation veille toujours à respecter strictement les mesures des autorités, il n'en est pas de même pour les militants qui ont parfois bravé les lois en hébergeant, par exemple, des réfugiés.

Comment les œuvres d'entraide trient-elles parmi la masse des réfugiés, ceux qu'elles estiment dignes d'être soutenus? Le SFH reconnaît comme réfugié, les personnes qui se sont exilés à cause de leur appartenance au mouvement ouvrier. Ils doivent apporter les preuves de leurs activités au parti et aux syndicats, par exemple le livret de parti. Quand cela n'est pas possible puisque la fuite est par essence un acte qu'on ne prépare pas soigneusement à l'avance, le réfugié doit trouver des témoins de son action politique ou syndicale. Les membres du KPD, parti communiste d'Allemagne, sont écartés, ainsi que ceux appartenant à de petits groupements qu'on appellerait aujourd'hui gauchistes. L'admission restrictive s'étend même à l'épouse d'un réfugié si cette dernière ne peut pas faire la preuve d'avoir été active politiquement. Au SR, un comité composé de membres du parti communiste allemand en exil décide du sort des réfugiés qui s'adressent à lui.

En 1939, c'est l'*Œuvre suisse d'entraide ouvrière* (OSEO) qui reprend l'aide aux réfugiés à la place de la SFH. Fondée en 1936, elle est dirigée par Regina Kägi-Fuchsmann qui reste à sa tête. Björn-Erik Lupp nous montre qu'avec elle une autre conception de l'assistance aux réfugiés est introduite dans les rangs de la social-démocratie en donnant plus de poids à l'aide

humanitaire qu'aux «activités étroitement fonctionnelles et politiques exercées par des fonctionnaires syndicaux». Désormais, par exemple, il suffit à l'épouse et aux enfants d'un réfugié d'être proches des idées de la social-démocratie pour être soutenus. Il est même décidé de subvenir aux besoins des communistes, s'ils parviennent à démontrer qu'ils ont été persécutés en tant que syndicalistes. Regina Kägi-Fuchsmann réussit à casser la stricte séparation entre les catégories de réfugiés, mais il faut souligner que l'OSEO n'a financièrement plus le couteau sous la gorge en raison de la création de camps de travail par la Confédération, de l'étroite collaboration avec l'OSAR qui réussit à récolter des sommes considérables auprès de la population suisse et de l'obtention de fonds de l'étranger après la guerre.

Il est impossible de résumer le livre de Björn-Erik Lupp tant les informations sont nombreuses. C'est un véritable ouvrage de références, doté d'un riche appareil critique et d'un index des noms. Mais ses qualités sont aussi ses faiblesses car le lecteur se noie quelque peu dans les 388 pages que compte le volume. L'ouvrage aurait mérité de bénéficier d'un véritable travail d'édition supprimant les répétitions et exigeant une écriture plus synthétique qui aurait permis de clairement dégager les deux buts que s'est fixés l'auteur. Il aurait ainsi pu élargir le cercle restreint de lecteurs historiens vers un lectorat passionné par ces questions comme nous l'avons vu lors de la discussion sur la politique des réfugiés en 1999.

Michèle Fleury (Landecy GE)

Allgemeine Buchbesprechungen Comptes rendus généraux

Romy Günthart, Michael Jucker (Hg.)
Kommunikation im Spätmittelalter
Spielarten – Wahrnehmungen –
Deutungen

Zürich, Chronos, 2005, 160 S., Fr. 38.–

Noch ein Buch über Kommunikation im Mittelalter – und das, obwohl eine einschlägige Bibliografie aus dem Jahr 1999 für das Mittelalter bereits 1580 Einzeltitel anführt, worauf die Herausgeber in ihrer konzisen Einführung eigens hinweisen? Das mit zwölf Beiträgen, die in der Regel nicht mehr als zehn Textseiten umfassen, recht schmale Buch ging aus einer Zürcher Tagung zur Kommunikationsgeschichte hervor. Diese hatte sich unter anderem zum Ziel gesetzt, mit der Vorstellung von Arbeiten jüngerer Forscher zur Kommunikationsgeschichte des Spätmittelalters zugleich nach «theoriebildenden, interdisziplinär erforschbaren Gemeinsamkeiten der Kommunikation zu fragen». (7) Genau hierin liegt auch ein Gewinn des Bandes in toto. Denn zum einen zeigt sich, dass die enorme Bandbreite der Thematik noch lange nicht abgeschritten ist, zum anderen hat sich in der Forschung in der Tat auch noch nicht annäherungsweise ein theoriebasierter Konsens über das gebildet, was unter Kommunikation zu verstehen sei – Christian Jörg spricht in seinem Beitrag (79) über die Kommunikation der rheinischen Reichsstädte durch Boten an der Wende zum 15. Jahrhundert denn auch von etwa 160 in der Forschung kursierenden Definitionen. Auch dieses Buch bietet keine allgemeingültige Definition oder Theorie der Kommunikation, was vielleicht auch gar nicht nötig oder erstrebenswert ist.

Aber es macht deutlich, welche Potenziale

fächerübergreifende Fragen nach spezifischen Spielarten und Wahrnehmungen spätmittelalterlicher Kommunikation und die Deutungsmöglichkeiten der modernen Kommunikationstheorien gerade dann bieten, wenn ein weites Verständnis von Kommunikation zugrundegelegt wird, das neben Texten auch Bilder, Körper und Dinge, Performanzen und Rituale, Medien und Verfahren in den Blick nimmt. Ausserdem deutet sich in mehreren Beiträgen an, dass und wo die reflektierte und kritische Verwendung moderner Kommunikationstheorien von Habermas bis Luhmann neue Facetten der Thematik sichtbar machen kann und wissenschaftlichen Mehrwert erbringt.

Die Herausgeber tragen dem Theoriebedarf Rechnung, indem sie die Überlegungen von Arié Malz zum Begriff Öffentlichkeit als historisches Analyseinstrument an den Anfang setzen. Malz legt in seinem luziden Beitrag dar, dass es die Systemtheorie Luhmanns auf einem freilich recht hohen Abstraktionsniveau erlaubt, den für das Mittelalter häufig als anachronistisch abgelehnten Begriff Öffentlichkeit als wissenschaftliches Analyseinstrument unter sowohl funktionaler als auch diachroner Perspektive einzusetzen. Der sich anschliessende Beitrag von Patrick Oelze macht die Probe aufs Exempel, indem er mit Luhmannscher Begrifflichkeit die in der Forschung wohlbekanntesten Bürgerkämpfe in Konstanz zwischen 1370 und 1430 als Konflikte deutet, die «an unterschiedlichen Formen der Konditionierung von Kommunikationsprozessen» (36) gelegen haben. Dass der Blick auf Kommunikationsprozesse aber auch ohne Luhmannsche Begrifflichkeit ertragbringend ist, zeigt Peter Niederhäuser, der die Kommunikation zwischen der Kleinstadt Winterthur und den Habsburgern im letzten Viertel des 15. Jahrhunderts analysiert, indem er politischen Verbindungen personengeschichtlich nachspürt. Er weist

überzeugend nach, dass die ungewöhnliche und erfolgreiche habsburgische Orientierung Winterthurs vor allem an den engen Beziehungsnetzen des Stadtadels, der die Ratspolitik massgeblich bestimmte, zum herzoglichen Hof in Innsbruck lag. Politische Kommunikation steht auch im Mittelpunkt des Beitrags von Lucas Burkart, doch sind hier die Reliquienschatze des französischen Königiums und die Orte ihrer Aufbewahrung (Saint-Denis, Sainte-Chapelle) die Medien, mittels derer wechselseitig religiöse und politische Legitimation kommuniziert wurde. Die kommunikative Valenz eines Ortes, des Altstädter Rathauses Braunschweigs, analysiert Matthias Ohm, der dessen in Architektur und Skulpturenschmuck geformte und in Handlungen eingebundene Funktion bei der Kommunikation von Rat und Bürgerschaft gerade im politischen Konfliktfall nachweisen kann. «Kommunikation als Interaktion zwischen Bild und Betrachter» (65) zu verstehen, mag zunächst irritieren, doch kann Sabine Sommerer am Beispiel von Basler und Palermitaner Deckenmalerei plausibel machen, dass die Malerei konzeptionell bereits auf einer bestimmten gesellschaftlichen Rezeptions-Situation beruhte und sie zugleich herausforderte, was zwar nicht zu Aktionen von Bildern führte, ihnen aber in einem zirkulären Prozess von Konzeption und Rezeption einen gleichsam aktiven Part zuschreibt.

Neben dem bereits erwähnten Beitrag von Jörg thematisiert auch Martina Hacke die Rolle von Boten in der kommunikativen Praxis. Mit dem Boten- und Gesandtschaftswesen der Pariser Universität skizziert sie ein von der Forschung bislang weitgehend vernachlässigtes Gebiet, auf dem sie Wechselwirkungen zwischen den Strukturen dieser Institution, dem erstarkenden französischen Königium und politischen Ereignissen wie den spätmittelalterlichen Konzilien nachweist. Als ebenfalls institutionell eingebunden, aber

dennoch überwiegend informell gestaltet skizziert Sabine Arend die kommunikative Praxis von Geistlichen am Beispiel des Pfarrklerus der Diözese Konstanz, von der Suche nach einer Pfründe über die Amtseinführung bis hin zum kollegialen Arbeitsalltag. Eine paradox anmutende Konstellation thematisiert Susanne Knackmuss, indem sie die nach innen wie aussen stark reglementierte kommunikative Praxis in observanten Frauenklöstern analysiert, bei der zum Beispiel Caritas Pirckheimer durch «private» Briefe gerade unter den Bedingungen von Humanismus und Reformation «öffentlich» zu wirken verstand. Die Beiträge von Mirjam Reich und Henrik Otto nehmen am Beispiel der deutschen Mystik (Mechthild von Magdeburg, Tauler, Seuse und andere) ebenfalls eine spezifische kommunikative Situation mittels Texten in den Blick: Reich versucht, die Problematik der doppelten Kommunikation von Mystiker mit Gott und Leser mittels Textpassagen auszuleuchten, in denen die Strategien der Mystiker zur Bewältigung dieser speziellen Kommunikationsbedingungen deutlich werden. Otto weist darauf hin, dass die am vermuteten laikalen Publikum ausgerichtete Kommunikationsform der Mystiker zwar zur Produktion volkssprachlicher Texte führte, die Rezeption aber, bemessen an Übersetzungen ins Latein, der handschriftlichen Überlieferung und Marginalien früher Drucke, in erstaunlich hohem Masse die gelehrte Welt war.

Der Band macht also ein facettenreiches Angebot, das sich auch als einflussreiche Lektüre eignet. Die Potenziale einer kommunikationstheoretischen Analyse werden deutlich und auch – im Vergleich mit den Beiträgen, die durchaus ertragreich eher konventionelle Ansätze verfolgen – ihre nur sektorielle Erklärungskraft.

Gerrit Jasper Schenk (Stuttgart)

Henri Dubois
Charles le Téméraire

Paris, Fayard, 2004, 543 S., € 25,-

Die Biografie des «Téméraire», verfasst von Henri Dubois, erscheint im Verlag Fayard, der seit Jahren die Lebensgeschichte von historischen Persönlichkeiten einem breiten Publikum zugänglich macht. Der Verfasser wendet sich somit weniger an ein Fachpublikum, sondern an eine allgemein historisch interessierte Leserschaft und schildert die komplexe Geschichte jenes Herzogs, der für kurze Zeit zu den mächtigsten Fürsten Europas zählte und dessen Beiname einen abwertenden Unterton enthält.

Auf den ersten Blick folgt der Verfasser, wie es bei einer Biografie zu erwarten ist, der Chronologie von Karls Leben. Nach der Schilderung der Jugendjahre gliedert Dubois die eigentliche Regierungszeit des Herzogs von 1467–1477 in «le côté du royaume [de France]» und in «le côté de l'Empire». Die Formulierung erinnert an die ersten Bücher von Prousts «Recherche», sie bedeutet aber mehr als ein Zitatenspiel: So weiträumig wie die literarische Welt bei Proust war das Handlungsfeld des letzten burgundischen Herzogs aus dem Hause Valois. Karls Verbindungen reichten von Dänemark bis Portugal, von England bis Süditalien, von Frankreich bis Ungarn, und meistens verfolgte der rastlose Fürst gleichzeitig verschiedene Ziele.

Die räumliche und thematische Vielfalt hätte eine Biografie, die alleine dem Lauf der Ereignisse folgt, zu einer ermüdenden Lektüre werden lassen. Dubois fügt immer wieder Kapitel ein, die einem einzelnen Thema gewidmet sind und das rein chronologische Voranschreiten für einen Moment aufheben. Deren Titel lauten (auszugsweise): *Les équipes, les chantiers; Construire l'Etat; Vers l'armée nouvelle; Le législateur*. Es sind vor allem

diese Abschnitte, welche einen besonderen Lesegewinn erbringen, denn sie zeigen die profunden wirtschafts- und sozialgeschichtlichen Kenntnisse von Dubois. So entwirft er ein präzises Profil der wirtschaftlichen Lage in den burgundischen Niederlanden (155), deren ökonomische Ressourcen für den Herzog von grösster Wichtigkeit sind, er geht auf die Wichtigkeit des Salzes (160) und die Steuerpolitik ein (329), skizziert die wirtschaftliche Abhängigkeit Englands von Burgund (251) oder dokumentiert die Regelung des Soldes für Karls Armeen (401). Dagegen werden die eingehenden Schilderungen der Hofintrigen, des persönlichen Beziehungsnetzes und der sowohl erfolgreichen als auch gescheiterten Bündnispläne eine uninformierte Leserschaft eher verwirren und ermüden.

Die Ausführlichkeit, mit der die verschiedenen «théâtres» (375) und deren «opérations» geschildert werden, erlaubt es andererseits, situationsübergreifende Gemeinsamkeiten im Vorgehen Karls zu erkennen. So scheint er schon früh grausame Bestrafungen inszeniert zu haben, um den Widerstand der Bevölkerung zu brechen: Ghent (46), Dinant (136) und Nesle (276) sind Vorgänger des Massakers an der Besatzung von Grandson im Frühjahr 1476.

Die Persönlichkeit Karls des Kühnen wird von Henri Dubois zuerst im Rückgriff auf zeitgenössische Quellen geschildert (146 f.): «travaillant», «actif», aber eben auch heissblütig und ehrbesessen. Daneben finden sich immer wieder Hinweise, welche zu einem Porträt dienen könnten, aber in der Fülle der Informationen untergehen: Die guten Lateinkenntnisse Karls (33), sein Gerechtigkeitsinn (54) oder jener Wutausbruch, in dem Karl in Anspielung auf seine portugiesische Mutter von «nous Portugalois» spricht (248): Verrät sich hier nicht seine wahre Heimat?

Henri Dubois steht seinem «Helden»

distanziert gegenüber: Wie Caligula kann Karl für ihn mit dem Hass der Untertanen leben, vorausgesetzt, sie fürchten ihren Fürsten. (253) Die letzten Monate Karls sind geprägt von Selbstüberschätzung, Halsstarrigkeit und Paranoia. (411) Er bleibt ein «*météore*» (441), aber vielleicht ist Karl der Kühne nichts anderes als ein Vorläufer jener *Hasardeure*, welche die Renaissance gemäss Jakob Burckhardt hervorbrachte?

Claudius Sieber-Lehmann (Basel)

Yvonne Leimgruber

In pädagogischer Mission

Die Pädagogin Rosette Niederer-Kasthofer (1770–1857) und ihr Wirken für ein «*frauengerechtes*» Leben in Familie und Gesellschaft

Bad Heilbrunn, Julius Klinkhardt, 2006, 337 S., Fr. 63.–

Ausserhalb der Forschergemeinde, die sich für die Geschichte der Pädagogik interessiert, wird man sich fragen, ob es sich lohne, eine mehr als 300 Seiten starke Biografie über eine wenig bekannte Mitstreiterin Heinrich Pestalozzis zu lesen. Die Lektüre der nunmehr gedruckten Dissertation von Yvonne Leimgruber räumt jeden Zweifel aus: ja, es lohnt sich.

Das aussergewöhnliche Leben von Rosette Niederer-Kasthofer steht beispielhaft für die Widersprüchlichkeit des Daseins bürgerlicher Frauen in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts. In der Jugend zweimal unglücklich verliebt, scheint Niederer-Kasthofer (im Folgenden N.-K.) die Option Heirat früh verworfen und damit die Aussicht auf eine bürgerliche Existenz in materieller Sicherheit aufgegeben zu haben. Zur Erwerbstätigkeit gezwungen und gleichzeitig von den Idealen der Spätaufklärung beseelt, suchte sie die Nähe Pestalozzis und mauserte sich in dessen Dunstkreis zur Pionierin auf dem Gebiet

der Mädchenbildung. Im Jahr 1813 übernahm sie das Yverdoner Mädcheninstitut als selbständige Unternehmerin, empfand ihre Handlungsspielräume im männlich geprägten Umfeld jedoch als zu eingeschränkt. Um Ellbogenfreiheit zu gewinnen, ging sie 1814 eine Zweckehe mit dem Pestalozzi-Anhänger Johannes Niederer ein. Der Gatte entpuppte sich als despotischer, unsteter und verschwenderischer Alkoholiker, dessen politischer Radikalismus dem Institut schadete. Zunehmendem Druck pädagogischer Zeitströmungen und politischer Entwicklungen ausgesetzt, musste sich N.-K. dem gesellschaftlichen und bildungspolitischen Wandel (Staatschulen versus Privatschulen) beugen und ihr Institut zuerst verkleinern, danach verlegen und schliesslich aufgeben. Obwohl N.-K. als eine der ersten deutschsprachigen Schweizerinnen publizistisch wirkte und ihre Verdienste schon zu Lebzeiten unbestritten waren, starb sie isoliert und mittellos. Dies nicht zuletzt, weil sie als gute Christin stets Mädchen aus ärmeren Schichten ausgebildet und dafür finanzielle Einbussen hingenommen hatte.

Bei allem Hang zur Narratio geht Leimgruber mit dem reichen Faktenmaterial reflektiert um. Vom Individuum aufs Ganze und wieder zurück schliessend, bezieht die Verfasserin grössere Zusammenhänge ein. Dabei orientiert sie sich an sozialwissenschaftlichen Theorien. Im Vordergrund steht die Netzwerkanalyse, welche das Beziehungshandeln und die Strategien der Hauptprotagonistin anschaulich werden lässt. Bedeutsam sind ferner Konzepte von Pierre Bourdieu («*Habitus*», «*Kapital*», «*soziales Feld*»), sowie die Kategorie «*Gender*», welche die ganze Darstellung als Klammer überwölbt. Namhafte Teile des Buchs beruhen auf N.-K.s Korrespondenzen, Tagebüchern und pädagogischen Schriften. Diese werden ergänzt durch Bestände aus Familienarchiven und eine Auswahl gedruckter Quellen im Kon-

text zeitgenössischer Pädagogik. Insgesamt zeigt sich Leimgruber gut informiert über das politische Geschehen und geistesgeschichtliche Tendenzen.

Solche Breite der Argumentation lässt deutlich werden, wie unter Einfluss des spätaufklärerischen Geschlechterdiskurses im Bildungswesen die Leitlinien weiblicher Betätigungsfelder neu gelegt wurden. Als Ideal galt die im häuslichen Bereich wirkende, sanfte Mutter, Gattin und Hausfrau. Auch N.-K.s Erziehungsgrundsätze waren dem Geschlechterdualismus verpflichtet. Im Alltag energische, strategisch denkende, kinderlose Unternehmerin, waren die intellektuellen Fähigkeiten ihrer Zöglinge für N.-K. nebensächlich. Der bürgerliche Geschlechterdiskurs behauptete seine Wirkmächtigkeit trotz der Differenz zu den Lebensumständen der Pädagogin. Immerhin postulierte sie erweiterte weibliche Tätigkeitsfelder in Werkstätten von Naturforschern und Gelehrten, in pädagogischen Berufen oder im gemeinnützigen Bereich. Hier ging sie weiter als ihre zeitgenössischen Mitstreiter Campe, von Hippel, Wollstonecraft, Holst, Gleim, Necker-de Saussure und Child. Nach Leimgruber hat N.-K. bezüglich weiblicher Entfaltungsmöglichkeiten eines der fortschrittlichsten Werke ihrer Zeit vorgelegt.

Das praktische Wirken N.-K.s als Erzieherin ist über Briefe an die Eltern ihrer Schülerinnen zu fassen. In diesen Texten werden bürgerliche und asketische Konzepte von Weiblichkeit konkret greifbar. Die Pädagogin äusserte sich meist missbilligend über die Wesenszüge ihrer Zöglinge und klammerte deren schulische Leistungen weitgehend aus. Berichte über die Yverdoner Verhältnisse vermitteln ein lebendiges Bild vom Betrieb in Pestalozzi's Instituten. Die Eindrücke schwanken zwischen einer idyllischen Kommune von schwärmerischen Idealisten zum einen, einem von Neid, Konkurrenz, Animosität,

materieller Sorge und entrücktem Verliebtsein vergifteten Klima zum anderen.

Die zur Selbstvermarktung gezwungenen Innovatoren im privaten Bildungsbereich nahmen erhebliche Anstrengungen und Entbehrungen in Kauf. Um geschäftlich zu überleben, pflegte auch N.-K. Kontakte zu bedeutenden Persönlichkeiten und zu Verwandten sowie Beziehungen, die sie über ihre berufliche Tätigkeit für Pestalozzi und als Leiterin des eigenen Instituts gewonnen hatte. Ihr Beziehungsgefüge reichte jedoch nicht aus, um die Bildungsstätte und ihren sozialen Status zu sichern. Namentlich missriet der Versuch, das Privatinstitut in eine staatliche Anstalt überzuführen.

Auf dem Feld der privaten Beziehungen scheiterte N.-K. ebenfalls. Als Vertreterin einer Generation, deren Gefühlsleben von der Empfindsamkeitsliteratur geprägt war, erwiesen sich ihre Männerbeziehungen gemessen an den Erwartungen als Enttäuschung. Gegen Lebensende machte sich selbst in Bezug auf eine während Jahrzehnten brieflich verehrte Jugendliebe Ernüchterung breit.

Yvonne Leimgrubers Untersuchung veranschaulicht die komplexen Auswirkungen von Perioden markanter sozialpolitischer Veränderungen auf individuelle Lebensläufe. Das duale Geschlechterkonzept ist dabei als Analyseinstrument durchaus dienlich. Die tatsächliche Gemengelage objektiver Strukturen, subjektiver Dispositionen und erfahrungsgeschichtlicher Ereignisse wird aber nur verständlich, indem Leimgruber die Fakten aus unterschiedlichen theoretischen Blickwinkeln betrachtet. Als exemplarische Fallstudie weicht die vorliegende Biografie etablierte Epochengrenzen auf. Die Darstellung zeigt, wie Teildisziplinen der Geschichte (Biografieforschung, Genderstudies, Bildungs- und Sozialgeschichte) gewinnbringend verbunden werden können. Wenn auch quellenkritische Überlegungen

weitgehend fehlen, behandelt Leimgruber ihre historischen Akteure mit der richtigen Mischung an Empathie und kritischer Distanz. Der analytische Grundzug der Untersuchung steht der Verlockung zu Psychologisierung entgegen. Die Hauptfigur verkommt nicht zum Selbstläufer oder zur Projektionsfläche subjektiver Auffassungen, eine weitere Qualität dieses Buches.

Daniel Schläppi (Bern)

Aram Mattioli
Experimentierfeld der Gewalt
Der Abessinienkrieg und seine
internationale Bedeutung
1935–1941. Mit einem Vorwort
von Angelo Del Boca

Zürich, Orell Füssli, 2005, 239 S., Fr. 49.–

Der Professor für Zeitgeschichte an der Universität Luzern, Aram Mattioli, hat mit diesem Buch nicht nur eine Geschichte des Abessinienkriegs 1935–1936 geschrieben, eines heute nahezu unbekanntem Kriegs Italiens gegen das heutige Äthiopien. Es geht ihm dabei nicht vorwiegend um die militärischen Auseinandersetzungen, sondern mehr noch um die Geschichte der italienischen Kolonialpolitik. Es geht ihm vor allem um die Veränderung der italienischen Politik in Afrika, in Libyen, Eritrea, Somalia und Abessinien unter dem faschistischen Regime und um die Wahrnehmung dieser Politik in Italien und in der Welt bis in die heutige Zeit.

Mattioli kommt zu dem Schluss, dass der Abessinienkrieg kein «verspäteter Kolonialkrieg» gewesen sei, «in dem die Italiener noch einmal alle Verbrechen kopierten, welche die älteren Kolonialmächte seit jeher über eroberte Urbevölkerungen brachten». (190) Dieser Krieg gehöre vielmehr zu den Schlüsselereignissen des «Katastrophenzeitalters» (Eric J. Hobs-

bawm). Es handelte sich immerhin um den ersten Grosskrieg, den eine europäische Macht in der Ära der kollektiven Sicherheit willentlich vom Zaun brach und es sei zugleich die erste Machtdemonstration einer faschistisch regierten Gewaltherrschaft gewesen. (14)

Der Abessinienkrieg sei nach Auffassung Mattiolis zu Unrecht gegenüber dem späteren Geschehen des Zweiten Weltkriegs aus dem Blickfeld der Öffentlichkeit geraten. Das «Dritte Reich» habe dagegen die neue Gewaltdimension dieses Kriegs sofort wahrgenommen und als «ersten neuzeitlichen Vernichtungskrieg» interpretiert. So wurden die Bücher der italienischen Militärführer Badoglio, de Bono und Graziano schon 1937/38 in deutscher Sprache veröffentlicht und die Erfahrungen des Kriegs an den Kriegsschulen und Militärakademien in Deutschland ausgewertet.

Mattioli hebt besonders die Luftangriffe der Italiener gegen die dagegen völlig wehrlose äthiopische Armee und vor allem die Zivilbevölkerung hervor, um die neue Dimension dieses Kriegs deutlich zu machen. Er beschreibt detailliert die Entscheidung Mussolinis und seiner Marschälle und Generäle für den Gaseinsatz und dessen schreckliche Ergebnisse unter einer Bevölkerung, die keinerlei Kenntnisse über den Gaskrieg, noch irgendeine Schutzmöglichkeit dagegen hatte. Der Autor gibt auch eine differenzierte Darstellung des faschistischen Besatzungsterrors sowohl während des Kriegs als auch in der anschliessenden Zeit des *Impero* bis 1941. Dabei verweist er auf die Entwicklung der systematischen Ausdehnung der Repression gegen die Zivilbevölkerung angesichts des fortgesetzten Widerstands der äthiopischen Seite im besetzten Land. Dabei hebt er hervor, dass die katholische Kirche, darunter die meisten italienischen Bischöfe und insgesamt 300 Militärkapläne den Krieg und die Besatzungs-

herrschaft nicht nur billigten, sondern tatkräftig unterstützten.

Es habe zwar keine ausgesprochene Vernichtung der äthiopischen Bevölkerung unter Rassenvorzeichen gegeben, die faschistische Rassengesetzgebung habe zunächst eher zur Sicherung der Abgrenzung der italienischen Besatzer gedient. Mattioli verweist aber auf die systematische Ausrottung der äthiopischen Intelligenz und auch des Klerus der äthiopisch-orthodoxen Kirche. (143 f.) Er kommt zusammenfassend zu dem Schluss, dass es sich bei diesem Krieg und dem anschließenden Besatzungsterror um einen Genozid im weiteren Sinne gehandelt habe, was endlich von der Weltöffentlichkeit zur Kenntnis genommen werden müsse.

Formal handelte es sich um den ersten «Völkerbundskrieg», weil am 9. Oktober 1935 der Rat des Völkerbunds Italien als Aggressor nach Artikel 16 des Völkerbundsvertrags gekennzeichnet hatte und mit überwältigender Mehrheit Sanktionen gegen Italien beschlossen hatte. Der Autor widmet den Auseinandersetzungen im Völkerbund und in der internationalen Politik leider nur wenige Seiten. Er stellt aber eindeutig fest, «das passive Verhalten der Westmächte versetzte dem bisher funktionierenden System kollektiver Sicherheit einen schweren Schlag, von dem es sich nicht wieder erholen sollte». (130) England und Frankreich hätten letztendlich die Annexion Abessinians im Rahmen ihrer verfehlten «Appeasement-Politik» gebilligt.

Mattioli wendet sich ausführlich der Beurteilung des Abessinienkriegs in der Politik und Erinnerungskultur nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs zu. Er stellt fest, dass es in Italien nie ein «Nürnberg» zur Verurteilung der Kriegsverbrechen in diesem Krieg gegeben habe. Die «Helden» der Eroberung Äthiopiens seien alle friedlich im Bett gestorben und hätten zum Teil sogar noch Ehrungen der italie-

nischen Republik entgegengenommen, wie zum Beispiel Marschall Badoglio. Mattioli stellt ausführlich die heute nahezu unbekannte Auseinandersetzung um die Versuche Äthiopiens nach 1945 dar, die italienischen Kriegsverbrechen vor ein internationales Tribunal zu bringen. Die äthiopischen Forderungen scheiterten letztendlich an der Politik der Generalamnestie durch die italienische Republik und deren Unterstützung vor allem durch Grossbritannien. (167 f.)

Der Autor setzt sich eindringlich mit den Legendenbildungen in Italien um die italienische Kolonialpolitik («zivilisatorischer Kolonialismus») und die Kriegführung mit Begriffen wie «nationale Ehre» und «patriotische Pflichterfüllung» auseinander. Den «Prozess der kollektiven Selbstabsolution» (177) sieht Mattioli durch die akademische Geschichtsschreibung bis weit in die 1990er-Jahre begünstigt, weil sie «den faschistischen Krieg- und Besatzungsverbrechen entweder keine Beachtung schenkte oder aber ihre wahre Dimension massiv unterschätzte». Während des Kalten Kriegs hätte sich in Italien eine nationalkonservative «Front der Ehre» formiert, die verhinderte, dass kritische Aufklärer den öffentlichen Diskurs über die faschistische Kolonialvergangenheit dominierten. Nachdem 1992/93 das alte Parteiensystem in Italien in einem beispiellosen Korruptionssumpf versank, hatten Geschichtsthemen Konjunktur, «die jahrzehntelang verdrängt worden und nie auf Resonanz in der breiten Bevölkerung gestossen waren». (183) Nach dem Wahlsieg Berlusconi 1994 habe die Bereitschaft vieler Italiener, sich aus aktuellem Anlass mit Mussolinis Diktatur auseinanderzusetzen, zugenommen. Die Kontroverse etwa um den Giftgaseinsatz in Äthiopien entzündete sich in Italien an einer umfangreichen Biografie des letzten «Königs der Könige» Haile Selassie, die Angelo Boca, der Autor des Vorworts des

besprochenen Buchs, 1995 vorlegte. Mattioli hebt hervor, dass einerseits erstmals eine italienische Regierung offiziell den Einsatz von Giftgas ohne Wenn und Aber eingestanden habe. Aber auch gegenwärtig leugnen bekannte italienische Politiker und Publizisten nicht nur weiterhin den Gaseinsatz in Äthiopien, sondern preisen, wie etwa der damalige Regierungschef Berlusconi, die «Überlegenheit unserer Zivilisation» gegenüber den islamischen Völkern. (187) Mattioli kommt daher zum Schluss: «Der Prozess der Entmythologisierung der faschistischen Vergangenheit hat in der italienischen Öffentlichkeit erst begonnen.»

Werner G. Fischer (Berlin)

Roger Griffin, Werner Loh,
Andreas Umland (Hg.)
**Fascism Past and Present,
West and East**
An International Debate
on Concepts and Cases
in the Comparative Study
of the Extreme Right
(Soviet and Postsoviet Politics
and Society 35)

Stuttgart, ibidem-Verlag, 2006, 510 S., € 34,90

Das Buch präsentiert eine Diskussion, die 2003/04 in der Zeitschrift *Erwägen Wissen Ethik (vormals Ethik und Sozialwissenschaften) – Streitforum für Erziehungskultur* geführt wurde und in gewisser Hinsicht die Fortsetzung einer früheren darstellt, die 2002 im von Werner Loh und Wolfgang Wippermann herausgegebenen Sammelband «*Faschismus*» – *kontrovers* ihren Niederschlag gefunden hat. Die neue Debatte, worin es um die Relevanz einer Faschismustheorie geht, folgt dem Ablaufschema, das die Zeitschrift *Erwägen – Wissen – Ethik* kennzeichnet. Dem Hauptartikel (hier von Roger Griffin)

wird eine erste Kritikrunde nachgeordnet (hier 27 alphabetisch nach den Verfassern abgedruckte Beiträge), auf die Griffin mit einer ersten Replik antwortet, worauf sich eine zweite Runde Kritik (21 Beiträge) anschließt, der wiederum eine Replik folgt. Zusätzlich beinhaltet der Band als kurze, aber brennend aktuelle Koda eine Sekundärdebatte mit einer in drei Runden geführten Auseinandersetzung zwischen dem Herausgeber Andreas Umland und A. James Gregor um den russischen «Neoeurasier» Aleksandr Dugin. Davon leitet sich wohl die eher erstaunliche Publikation in einer Reihe zu sowjetischer und post-sowjetischer Politik und Gesellschaft her.

Vorweg kann gesagt werden, dass es um eine interessante und streckenweise geradezu spannende Auseinandersetzung mit dem Problem eines generischen Faschismusbegriffs geht, die – unterstützt von der Anlage der Zeitschrift – eine fast beispiellose Dichte erreicht, indem Griffins Vorgabe nach allen Azimuten ausdiskutiert wird. Insofern liefert der Band gleichsam das Protokoll einer Debatte, die in ihrer Breite und ihrem Niveau nicht so rasch wird überboten werden können, auch wenn – wie natürlich – die einzelnen Beiträge von unterschiedlicher Qualität sind. Dadurch, dass sich alle auf den Hauptartikel und in der zweiten Runde auf Griffins Replik beziehen, ist trotz ihrer Heterogenität eine erstaunliche innere Geschlossenheit des Bandes gegeben.

Roger Griffin ist unter anderem 1991 mit *The Nature of Fascism* und 1995 mit dem von ihm edierten Reader *Fascism* hervorgetreten. Sein angrifffiger Hauptartikel verfolgt im wesentlichen zwei Ziele: zum einen die Suche nach einer Antwort auf die Frage nach der heuristischen Brauchbarkeit einer allgemeinen Definition von «Faschismus» durch Herleitung eines generischen Faschismusbegriffs aus einem «definitiven Minimum», das Griffin im Mythos der nationalen Wiedergeburt

verortet; zum andern die Ausweitung dieses Faschismuskonzepts zu einem allgemeineren, das über die europäische Zwischenkriegszeit hinaus die neuen Rechtsextremismen weltweit erfassen soll, wobei Griffin durchaus klar ist, dass jedes allgemeine Konzept ein heuristisches Konstrukt darstellt, demgegenüber jede historische Singularität einmalig ist. (40) Seinen Überlegungen im Hauptartikel legt er nebst zwei eingängigen biologistischen Metaphern «Schleimpilz» (*slime-mould*) und «Wurzelstock» (*rhizome*) zur Charakterisierung von Vor- und Nachkriegsfaschismus eine streckenweise ziemlich rüde Polemik gegen Ernst Nolte und generell gegen die deutsche Faschismusforschung zugrunde, die einen von ihm behaupteten angelsächsischen Konsens in der Frage eines generischen Faschismusbegriffs weitgehend ignoriere, was alles in der Folge auf harsche Kritik stösst.

Die erste Kritikrunde umfasst denn auch die ganze Spannbreite möglicher Reaktionen von enthusiastischer Zustimmung (zum Beispiel Andreas Umland) über Teilzustimmung und partielle Kritik bis hin zu geradezu vernichtender Ablehnung (so Karin Priester und insbesondere Friedrich Pohlmann). Ein wichtiger Kritikpunkt ist neben dem mehrfach monierten fehlenden Praxisbezug die Beliebbarkeit, mit der fast alles nach 1945 unter «Faschismus» subsumiert wird (vgl. unter anderen Leonard Weinberg). Unglücklich erscheint der Umstand, dass in dieser Runde vornehmlich deutsche und angelsächsische Interpreten gegeneinander standen, wobei die angelsächsische Arroganz in einzelnen Äusserungen über die deutsche, die italienische und in einem Fall (Philip Morgan) die französische Forschung in der Tat befremdlich ist. Allerdings fällt etwa Sven Reichardt aus dem «nationalen» Rahmen, der als einer der wenigen Deutschen von Griffin positiv gewürdigt wird, obwohl er – wie dann erneut in der zweiten Kri-

tikrunde – schon hier für einen «praxeologischen Ansatz» plädiert. (198) Andererseits findet sich angelsächsische Kritik an Griffins Einbezug der Neuen Rechten oder an seinem Umgang mit Nolte beispielsweise bei David D. Roberts, weshalb ohne weiteres klar wird, dass der Konsens, von dem Griffin spricht, auch aus angelsächsischer Optik nicht besteht.

In seiner ersten Replik nimmt sich Griffin stark zurück (als Titel setzt er bezeichnenderweise «Da capo, con meno brio»), wobei er freilich weiterhin ironische Spitzen gegen seine Kritiker ausfährt. Besonders giftig ist er gegenüber A. James Gregor, vielleicht weil dieser den vorgeblichen Konsens der Angelsachsen markant unterläuft. Dank der insgesamt aber versöhnlicheren Vorgabe Griffins ist die zweite Kritikrunde doch bedeutend sachlicher, obwohl die Auseinandersetzung weiterhin sowohl um die Begriffsverwendung nach 1945 (vgl. befürwortend Jeffrey M. Bale und ablehnend Weinberg, für den die Neofaschisten einfach Postfaschisten sind, 405) als auch um die heuristische Nützlichkeit des generischen Faschismuskonzepts kreist, so wenn gefragt wird, ob ein solches der Komplexität des «Faschismus» – bei Martin Durham etwa der Mischung von reaktionären und revolutionären Elementen (301) – gerecht werden könne. Insbesondere Gregor stellt den Wert von Griffins Faschismustheorie überhaupt infrage und bekennt sich zum Totalitarismuskonzept, während Pohlmann und Priester weiter auf das Fehlen des Praxisbezugs verweisen. Dasselbe tut Reichardt, der auf das eben erschienene Werk von Robert O. Paxton (*Anatomy of Fascism*, New York 2004) rekurriert. (372)

In der zweiten (letzten) Replik auf die 21 Antworten dieser Runde betont Griffin als Zentralpunkt, dass die Einmaligkeit des Nationalsozialismus wie diejenige aller historischen Phänomene nicht zu bestreiten sei, der Vergleich aber Erkenntnisgewinn

bringe (436 f.), und dass man trotz allem von Nachkriegsfaschismus reden könne (vor allem 440), wobei Ersterem kaum jemand widersprechen mag und bei Letzterem umgekehrt weiterhin kein Konsens festzustellen ist. Am Schluss seiner Überlegungen bedauert Griffin seine anfängliche Arroganz, die er freilich gegen Paxton, der an der Debatte gar nicht beteiligt war, dessen neuestes Buch aber offensichtlich eine Herausforderung darstellt, durchaus weiter praktiziert, und verweist zu guter Letzt auf eine Art Brecht'schen Verfremdungseffekt, den er erstrebt habe (450 f.) und wofür seine umstrittenen Metaphern, aber auch die etwas forciert originellen Titel stehen mögen. Die zweite Replik etwa beginnt mit einem Abschnitt «Da capo (reprise): allegro, ma non troppo».

Im Ganzen scheint sich die Debatte bei allem Interesse, das sie mit Recht beanspruchen kann, irgendwie im Kreis zu drehen, denn entweder ist man bereit, Griffins Grundanliegen der Propagierung eines generischen Faschismuskonzepts zuzustimmen, oder eben nicht, wobei Letzteres durchaus auf vielschichtige Weise geschehen kann. Doch selbst wenn es sich bei der ganzen Auseinandersetzung vom Resultat her um eine Art Nullsummenspiel handelt, ist der Weg auf jeden Fall hochinteressant. Alle Autorinnen und Autoren präsentieren den Gang ihrer Überlegungen auf der Basis ihrer bisherigen Arbeiten, weshalb recht eigentlich eine Art Kompendium der verschiedenen Zugriffe zum Problem eines generischen Faschismusbegriffs entstanden ist. Sinnigerweise ist es ausgerechnet der von Griffin zu Beginn der Debatte scharf angeschossene Nolte, der ihre Bedeutung am deutlichsten artikuliert. (347)

Indessen besteht meines Erachtens trotz allem keine wirklich überzeugende Notwendigkeit, dem nicht nur möglichen, sondern wichtigen und heuristisch nützlichen Vergleich von Nationalsozialismus, italienischem Faschismus und anderen

«faschistischen» Bewegungen (vgl. das Plädoyer von Aristotle A. Kallis in seiner zweiten Kritik, 329) ein Gesamtdach in Form eines generischen Faschismusbegriffs überzustülpen, das weiter geht als was Nolte seinerzeit (1963) als Epoche des Faschismus propagiert hat und Paxton in seinem neuesten Buch locker-pragmatisch (Reichardt: «praxeologisch») als *fascism in action* zu analysieren versucht, in der – wie mir scheint – richtigen Überzeugung, dass es Sinn macht, «Faschismus», das heisst die real existierenden Faschisten und nicht ihre idealtypische Überhöhung, in seinen/ihren Taten zu erfassen. Wichtig beim Mord sei weniger das Motiv als das Verbrechen selbst, führt Bärbel Meurer in ihrer ersten, noch sehr heftigen Kritik an Griffins Hauptartikel und der von ihr vermuteten «Minimalisierung» der faschistischen Verbrechen aus. (153) Wie weit es sinnvoll ist, den «Faschismus» über das Ende des Zweiten Weltkriegs hinaus in die verschiedenen rechtsextremistischen Bewegungen zu verfolgen, die Griffin (fast) alle als faschistisch verstanden haben will, ist ein anderes Problem. Auf dieser Schiene scheinen ihm vornehmlich die Sozialwissenschaftler, weniger die Historiker folgen zu wollen, was ihn in seiner ersten Replik dazu bewogen haben mag, von zwei Faschismusbegriffen zu reden, von «fascism as a political generic concept» und «fascism as a historiographical generic term». (277) Für Priester ist eine solche Unterscheidung «Schnee von gestern». (370)

Noch ein Wort zur äusseren Aufmachung des Werks. Der Umstand, dass der Band nach einer vielleicht unüblich intensiven Beschäftigung buchstäblich auseinandergefallen ist, spricht nicht für die handwerkliche Qualität des Produkts, die offensichtlich in einem krassen Missverhältnis zur inhaltlichen steht.

Carlo Moos (Zürich)

Recht und Krieg

Peace Review. A Journal of Social Justice 16/3 (2004)

Carfax Publishing, Taylor & Francis Group

Die terroristischen Anschläge vom 11. September 2001 führten zu einer veränderten Wahrnehmung nationaler und internationaler Sicherheitspolitik. Sie können unter Umständen sogar als *point de départ* einer veränderten sicherheitspolitischen Realität verstanden werden. Doch auch nach dem 11. September hat das realpolitische Paradigma, Staaten haben keine Freunde, sondern nur Interessen, seine Gültigkeit nicht verloren. Staaten betreiben nach wie vor eine ihren Interessen verpflichtete (Geo-)Politik. Zeitgenössische Konflikte spielen sich vielfach in staatlichen Zerfallsregionen ab. Staatliche Interessenpolitik überträgt sich in solchen Regionen auf quasistaatliche, individualisierte Akteure. Ob auf der geopolitischen oder regionalen Ebene, die zentralen Fragen bleiben aber dieselben: Wer soll dieses Ringen (quasi)souveräner Autoritäten verrechtlichen und wer ist, mitunter gegen Akteursinteressen, Rechtsdurchsetzungsgewalt? Die *Peace Review* zum Thema *Recht und Krieg* beschäftigt sich multidisziplinär mit solchen Problemstellungen. Den Rahmen für die Debatte setzt Liz Harrop mit ihrem Aufsatz *Propaganda's War on Human Rights*, in dem sie das Verhältnis von Kriegspropaganda und Kriegsvölkerrecht beleuchtet. Die Wahrheit bezeichnet sie in ihren Überlegungen als erstes Opfer des Kriegs.

Vor dem Hintergrund einer als imperialistisch wahrgenommenen US-Außenpolitik stellt sich Noam Chomsky in seinem Aufsatz *On Law and War* die Frage, ob Krieg überhaupt je ein legitimes Mittel zur Interessenverfolgung sein kann. Er thematisiert dies insbesondere anhand der US National Security Strategy (NSS) 2002. Die NSS 2002 und 2005 sind

Basisdokumente der heutigen US-Außenpolitik. Chomsky gelangt deshalb wenig überraschend zum Schluss, dass seine Einschätzung einer imperialistischen US-Außenpolitik richtig ist und sich Krieg als Mittel der Interessenverfolgung nicht rechtfertigen lässt. Weil die derzeitige US-Regierung glaube, sich als imperial agierender Interessenvertreter nicht an international normsetzende Institutionen halten zu müssen, bezeichnet Chomsky die USA als Schurkenstaat. Mit Bezugnahme auf einen Artikel in der «New York Times» kolportiert er etwas schwer nachvollziehbar die Vorstellung, die unilaterale Invasion des Irak unter Umgehung des UN-Sicherheitsrats sei die Petrischale für eine neue US-Sicherheitsstrategie gewesen. Der Krieg gegen den Irak entspringt aber der Logik einer US-amerikanischen Geopolitik, die in der Amtszeit von Präsident Jimmy Carter wurzelt und ihre Fortführung im «Project for the New American Century» findet. Chomskys juristisch geprägte militär-strategische Debatte zu den Themen präventive beziehungsweise präemptive Kriegführung sowie «Krieg gegen den Terrorismus» scheint die eigentlichen *centra gravitatis* zu verfehlen.

Inwieweit die Administration George W. Bushs in ihrer Außenpolitik juristische Rückendeckung erhält, diskutieren Curtis F. J. Doebbler und Maha W. Eid in ihrem Beitrag *American International Lawyers and the Use of Force*. Sie konstatieren bei renommierten US-amerikanischen Juristen eine zunehmende Akzeptanz militärischer Gewalt als Mittel der Außenpolitik und werten dies als Rückschritt in der Auslegung internationalen Rechts. Stephen Zunes spinnt in seinen Ausführungen (*International Law, the UN and Middle Eastern Conflicts*) diesen Gedanken weiter und wirft die Frage auf, ob das Verhalten der USA bei extremistischen Gruppierungen einen Nachahmereffekt auslösen könnte, sich ebenso ausserhalb

internationaler Rechtsnormen zu bewegen. Darüber hinaus stellt sich die Nachahmungs- beziehungsweise Vorbildfrage auch im Zusammenhang mit der ausbleibenden Ratifizierung des Statuts des Internationalen Gerichtshofs durch die USA, worauf Emily Krasnor in ihrem Beitrag *Undermining International Law by Opposing the ICC* eingeht.

Andrew Lichterman und John Burroughs rücken die menschlichen Kosten imperial-militärischer Interessenpolitik in den Vordergrund ihrer Betrachtungen. Der von ihnen gewählte Titel *You Don't Get the War You Want* ist jedoch irreführend. Sowohl in Afghanistan als auch im Irak wurden zivile Opfer bei der Bekämpfung des Widerstands bewusst in Kauf genommen. Schwimmt der Widerstandskämpfer in der Zivilbevölkerung wie der Fisch im Wasser, dann kann die militärische Logik gebieten – freilich im Widerspruch zum IV. Genfer Abkommen –, den Fisch aufs Trockene zu legen.

Lichterman und Burroughs greifen zudem implizit den Gedanken der Kant'schen Idee des ewigen Friedens als präventives Moment auf und leiten damit über zur Frage der Verantwortung des Volkes in Kriegen. Fred Dallmayr diskutiert dieselbe ausführlich in seinem Aufsatz *The Law of Peoples and the Laws of War* zum *ius gentium* und kommt zum Schluss, dass das Volk tatsächlich in die Verantwortung genommen werden kann. Seine Ausführungen dürfen im Rahmen der internationalen Beziehungen denn auch dahingehend gedeutet werden, dass der gemeinsame Versuch zur Überwindung der Pathologie der Moderne nicht vor der Autorität staatlicher Souveränität im internationalen Kontext resignieren darf. Im Zeitalter eines wiederbelebten Realismus gilt es sich hingegen umso energischer der Frage zu widmen: Was sollen wir tun, um im internationalen System gemeinsam besser zu leben?

Ob eine aus der Hobbes'schen politischen Anthropologie entwickelte Lösung eine Antwort darauf zu geben vermag, muss an dieser Stelle offen bleiben. Dass aber der «Krieg gegen den Terrorismus» als vermeintlicher Akt der Selbstverteidigung einen Rückschritt in die Zeit des *bellum iustum* darstellt, vermag Gerd Oberleitner in seinem Aufsatz *A Just War Against Terror?* überzeugend darzulegen. Der Autor gibt zudem zu bedenken, dass die Protagonisten des «Kriegs gegen den Terrorismus» wider die Fakten Geltung zu schaffen und ein neues legalistisches Konzept einzuführen versuchen. Er entlarvt damit den globalen «Krieg gegen den Terrorismus» als ein politisches Programm ohne Beziehung zum Akt der Selbstverteidigung.

Michael Struett erkennt in seinem Aufsatz *The Meaning of the International Criminal Court* den Internationalen Gerichtshof als *die* internationale Normensetzende Institution für die Behandlung völkerrechtswidriger Handlungen schlechthin. Struetts vorbehaltloses Argumentieren für den Internationalen Gerichtshof findet seine Grenzen jedoch in der Tatsache, dass nur Staaten als Streitpartei zugelassen sind und damit in der komplexen Perfidität internationaler Machtpolitik: Ursprünglich Sukkurs genießende Staatschefs dienen unverhofft als Bauernopfer; zuvor als schwarze Schafe gebrandmarkte Potentaten erhalten alsbald internationale Unterstützung.

Die *Peace Review* fokussiert mit ihren anregenden Beiträgen auf aktuelle Themen und Debatten, die sich mit der Gestaltung einer friedlicheren Welt auseinandersetzen. Ihre Lektüre sei nicht nur ihrer kritischen Haltung wegen empfohlen, sondern auch, weil sie einen relevanten Beitrag zum sicherheitspolitischen Diskurs ausserhalb des Mainstreams zu leisten vermag.

Armando Geller (Manchester)

Thomas Gees

Die Schweiz

im Europäisierungsprozess

Wirtschafts- und gesellschafts-
politische Konzeptionen am Beispiel
der Arbeitsmigrations-, Agrar- und
Wissenschaftspolitik, 1947–1974

Zürich, Chronos, 2006, 416 S., Fr. 68.–

Die Hauptthese der Dissertation von Thomas Gees ist so kurz wie kontrovers: Die Schweiz habe beim Zusammenwachsen Europas keineswegs im Abseits gestanden. Vielmehr sei sie heute ein wirtschaftlich, gesellschaftlich und politisch hoch integriertes europäisches Land mit einigen institutionellen Besonderheiten. Gewiss hat sich die Europa-Idee in der Schweiz innenpolitisch schwer getan und das Verhältnis zur EU bleibt höchst umstritten. Der Europäisierungsprozess, den die Studie überzeugend rekonstruiert, weist aber weit über die EU hinaus und ist gerade deshalb am Schweizer Beispiel historisch gut sichtbar zu machen. Er besteht im Wesentlichen darin, dass sich seit den 1950er-Jahren in allen westeuropäischen Ländern gemeinsame wirtschafts- und gesellschaftspolitische Konzepte ausbildeten, die wiederum als Referenzen der Innenpolitik dienten.

Das Thema des Buches ist die Welt der Spitzenbeamten und der Sachreferenten, die bei der Betreuung ihrer verschiedenen Dossiers stets sehr genau beobachtet haben, was auf dem internationalen Parkett debattiert wurde. Innenpolitisch bedeutsame Wegmarken wurden daher in zunehmender Übereinstimmung mit jenen Vorstellungen gesetzt, die etwa im Rahmen der OECD ausgetauscht und erörtert worden sind. Gees bezieht sich auf Martha Finnemore, die den normsetzenden Charakter multilateraler Organisationen hervorgehoben hat. Bisher ist die Gestalt solcher Körperschaften weitgehend aus der Summe der in ihnen vereinten natio-

nal Interessen erklärt worden. Die amerikanische Politologin hat dagegen die Perspektive gewechselt und postuliert, dass staatliche Interessen auch stark durch die diskursiven Angleichungsprozesse innerhalb internationaler Organisationen geprägt würden. Integration gewinnt so einen eigenständigen Charakter, der über machtpolitische Konstellationen hinaus weist und in das Feld technischer Absprachen und Standardisierungen führt. Für die Schweiz heisst dies, dass sie nicht nur gewissermassen aus sich selbst heraus ihre Position zum zusammenwachsenden Europa zu finden hatte, sondern den Prozess der Europäisierung auch produktiv aufnehmen und manchmal sogar mitprägen konnte.

Gees konkretisiert diese These an drei exemplarischen Politikfeldern. Nach einem konzisen Überblick zum westeuropäischen Multilateralismus der Nachkriegszeit und zur Rolle der Schweiz darin, richtet er den Blick auf die Fremdarbeiterproblematik, auf die Landwirtschaft und auf die Forschungs- und Bildungspolitik. In jedem der drei Hauptteile wird zunächst die europaweite Debatte skizziert und dann gefragt, wie diese in die Bundespolitik einfluss. Kurze Zusammenfassungen bringen alle drei Untersuchungsfelder abschliessend auf den Punkt. Im Verbund mit der brisanten übergreifenden Fragestellung macht dieser strenge Aufbau das an sich eher trockene Material leicht zugänglich. Überdies sind die Themen klug gewählt. Migration, Handelsliberalisierung und Wissensgesellschaft sind Politikbereiche von enormer Gegenwartsrelevanz. Zur Klärung ihrer historischen Dimension liegt nun ein neues Standardwerk vor.

Es ist der Bundespolitik gut gelungen, ihre Adaptionenleistungen an westeuropäische Standards aus den innenpolitischen Debatten heraus zu halten. Sie tat dies, indem sie – gemäss der «Bindschedler-Doktrin» von 1954 – sorgfältig hoch politische

Themen als rein technische Angelegenheiten darstellte. Besonders deutlich wird dies bei der Arbeitsmigrationspolitik. Während die Schweizer Öffentlichkeit mit der «Überfremdungsfrage» schwer beschäftigt war, wechselten die federführenden Bundesbeamten stillschweigend von dem sehr restriktiven Rotationsmodell zum viel permissiveren Integrationsmodell, das sich in den 1960er-Jahren unter massgeblichem Einfluss Italiens europaweit etablierte. Bezeichnenderweise hielt man aber an einer durchaus restriktiven Rhetorik fest, gerade im Kontext des auf vermehrte Freizügigkeit zielenden «Italienerabkommens» von 1964. Bei der Agrarpolitik, dem zweiten Fallbeispiel von Gees, verlief der Einfluss der internationalen Debatte auf die Schweizer Verhältnisse weniger gerichtet. International stand dieser Politikbereich ganz im Spannungsfeld zweier Zielvorgaben, der Produktivitätssteigerung einerseits und der Einkommenssicherung andererseits. Das Problem stellte sich in der Schweiz genau gleich. Hier kam man aber, im Interesse der Sicherung eines «gesunden Bauernstandes», früher als andernorts auf die Idee, produktionsunabhängige Direktzahlungen an landschaftsgärtnernde Bauern zu zahlen. Welchen Einfluss der St. Galler Ökonom Hans Christoph Binswanger auf den internationalen Diskurs hatte, könnte Gegenstand künftiger Untersuchungen sein. Bei der Wissenschaftspolitik zeigt sich wiederum ein anderes Bild. Hier hinkte die Schweiz der massgeblich von den USA bestimmten Entwicklung lange hinterher. Nur mit grossen Schwierigkeiten erarbeitete sich der Bund im enorm föderalistisch geprägten Hochschulwesen einen eigenen Aktivitätsraum, von dem bis heute nur eine beschränkte Wirksamkeit ausgeht. Es wundert nicht, dass die OECD die Schweiz wiederholt gerügt hat.

Die Arbeit von Gees löst sich auf erfrischende Weise von der Zelebrierung

des Sonderfalls und bringt die umstrittene Europafrage auf eine sachliche Ebene. Sein Blick auf die Konzeptwelt der Bundesverwaltung erweitert die nationale Forschungsperspektive, die sich bislang meist auf die innenpolitische Meinungsbildung konzentriert hat. Der konsequente Bezug auf internationale Debatten macht seine Darstellung der Europäisierung überdies zu einer europäisierten Sichtweise. Auch Leserinnen und Leser, deren Interesse anderen westeuropäischen Ländern gilt, dürften so einen Zugang zum Schweizer Fall finden, weil ihnen zahlreiche Grundkonzepte vertraut sind. Schliesslich eröffnet die Studie auch eine Aussenperspektive auf die europäische Integration im Rahmen der EWG. So zeigt Gees, wie die EWG-Kommission die wissenschaftliche und technologische Zusammenarbeit (COST-Initiative) als Möglichkeit der Vertiefung der Integration nutzte, weil die Erweiterung in den 1960er-Jahren nicht vorankam.

Bei allem Lob seien gleichwohl einige Kritikpunkte vermerkt. Erstens bleibt das grundlegende Konzept der «Europäisierung» eigenartig diffus. Viele der angesprochenen gesellschaftspolitischen Reformvorhaben betreffen Modernisierungsproblematiken, die keineswegs auf Westeuropa beschränkt sind. Die internationale Homogenisierung der Wissenschafts- und Technologiepolitik beispielsweise erfolgte in Reaktion auf die «Amerikanische Herausforderung» auch in aussereuropäischen OECD-Ländern und sogar in Indien. Gees beschreibt genau genommen einen Globalisierungsprozess, dessen spezifisch europäische Version im Sinne einer «Provinzialisierung Europas» (Chakrabarty) noch zu konturieren wäre. Gleiches gilt für die Agrarpolitik. Eine zweite Kritik betrifft die These, die Europäisierung sei mit einer Stärkung des Nationalstaats einhergegangen. Tatsächlich stand gerade die Schweiz mit ihrer traditionell schwa-

chen Zentraladministration bei der Beschickung internationaler Konferenzen immer wieder vor Kapazitätsproblemen, weshalb es zu gezieltem *institution building* kam. Institutionelles Wachstum ist aber nicht gleichbedeutend mit innenpolitischem Machtzuwachs. Im wissenschafts- und bildungspolitischen Feld blieben die Hochschulkantone wichtige Player, die direkt Anschluss an internationale Konzepte und Strömungen suchten. Und noch eine letzte Kritik: Gees konzentriert sich auf den Transfer von Konzepten, thematisiert aber die Standardisierung von Normen

und Prozeduren nur ganz am Rand. Das ist schade, denn in diesem technischen Feld wäre die normierende Kraft bürokratischer Internationalität besonders fassbar gewesen. Auch zielt sich Gees, den zahlreichen Spitzenbeamten lebendige Biografien zu geben. Mehr Aufmerksamkeit für ihre lebensweltliche Sozialisierung im internationalen Konferenzwesen hätte dem Buch ein menschlicheres Gesicht gegeben und zugleich das Argument der Europäisierung mentalitätsgeschichtlich gestärkt.

Daniel Speich (Zürich)

WIDERSPRUCH

Beiträge zu
sozialistischer Politik

51

Migration, Integration und Menschenrechte

Migrantinnen, Ausländerrecht und Zwangsmassnahmen; Sans-Papiers; Menschenhandel; Solidarische Asyl- und Migrationspolitik; Integration, Partizipation und Gleichberechtigung; Kulturalisierung; Gewerkschaften und Migration; Second@s in der Schweiz

M. Spescha, S. Pittà, Y. Riaño / N. Baghdadi,
B. Schwager, A. Lanz, H. Busch / B. Glättli,
S. Jegher, G. D'Amato / R. Fibbi, S. Prodolliet,
M. Terkessidis, A. Sancar, A. Gamboa / T. Leite,
V. Alleva, A. Juhasz

Globalisierung und Arbeitsmigration

Ch. Butterwegge: Weltmarktdynamik und Migration
Ch. Marischka / T. Pflüger: EU-Grenzregime
S. Brodal: Sklavenarbeit in der Landwirtschaft
M.R. Krätke: Globalisierung und Nationalstaat

**232 Seiten, Fr. 25.– (Abonnement Fr. 40.–)
zu beziehen im Buchhandel oder bei
WIDERSPRUCH, Postfach, 8031 Zürich
Tel./Fax 044 273 03 02
vertrieb@widerspruch.ch www.widerspruch.ch**